


 <https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/22/pap-ndiaye-pourquoi-nous-devons-reform...>

 Pap Ndiaye

 12 min read

Pap Ndiaye : « Pourquoi nous devons réformer l'école »

- [Débats](#)
- [Éducation](#)

Le ministre de l'éducation nationale expose les trois « exigences » qui conduiront son action afin d'améliorer le niveau des élèves, la mixité sociale et le fonctionnement de l'école.

Publié le 22 décembre 2022 à 06h00, mis à jour le 22 décembre 2022 à 10h20 Temps de Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés

Notre système scolaire est le symbole le plus vif et le pilier essentiel de notre République. Depuis la fin du XIX^e siècle, le travail des professeurs, le maillage des écoles, l'élaboration des programmes ont permis à des générations d'enfants de devenir des citoyens éclairés. Cette réalité s'est étendue progressivement à un nombre croissant d'élèves : les enfants du peuple sont entrés au collège, puis au lycée.

L'éducation nationale est une formidable institution, bien éloignée de la [fameuse caricature du « mammoth »](#). L'engagement de ses personnels est remarquable : au quotidien pour faire progresser les élèves ; lors de la crise sanitaire en préservant la mission d'éducation contre vents et marées ; face aux grands enjeux de notre monde, aux mutations de la société, à la remise en cause du principe de laïcité, aux demandes multiples de l'institution, des élèves, des parents, parfois face aux pressions et aux menaces.

Et pourtant, les constats sont durs. Ils concernent la crise du recrutement des professeurs, plus aiguë lors de chaque rentrée. Ils concernent le niveau des élèves, dont les comparaisons internationales révèlent les lacunes préoccupantes. Ils reflètent également l'expérience quotidienne des établissements, où les horaires annuels dans chaque discipline peinent à être couverts. Ils conduisent à la défiance générale, marquée par la montée en puissance du secteur privé et par le scepticisme exprimé d'une partie des parents. Un Français sur deux ne fait pas confiance à l'institution scolaire, bien que les trois quarts d'entre eux fassent confiance aux professeurs. A l'heure où pourtant le système scolaire conduit 80 % des élèves au bac, les Français doutent encore massivement de notre école.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [En pleine crise du recrutement des enseignants, une rentrée scolaire sur le fil : « Notre inquiétude est de savoir comment cela va se passer dans quelques semaines »](#)

Il y a bientôt quatre-vingts ans, le ministre de l'éducation nationale, Jean Zay, arrêté et incarcéré par le gouvernement de Vichy, se demandait de quoi « *l'enseignement humaniste* » avait manqué, en rigueur, en force de conviction, en fermeté, pour être ainsi battu par le fascisme. Depuis sa cellule, il en appelait à un « *équilibre nécessaire entre la générosité de [notre] tradition culturelle et les nécessités vitales du monde moderne* ».

Aujourd'hui, en des temps moins tragiques, nous devons d'une façon renouvelée défendre l'humanisme de notre école, pour former les citoyens de demain, tout en la rendant suffisamment efficace pour répondre aux besoins du pays, dans le contexte des bouleversements climatiques et du retour de la guerre sur le territoire européen. Nous avons plus que jamais besoin de connaissances solides, de raisonnements éclairés, pour tous.

Le niveau d'ensemble baisse !

Malgré des avancées majeures, qui ont notamment permis de soutenir les premières années de l'école primaire et qui montrent des résultats encourageants, le chemin est encore long pour affermir la promesse républicaine de l'école.

Des actions fortes ont d'ores et déjà été lancées depuis six mois : [les mathématiques ont été rétablies](#) pour tous les élèves de 1^{re} du lycée général, et elles seront valorisées tout

au long du parcours scolaire ; le niveau de nos élèves en langues vivantes va être amélioré grâce à des mesures ambitieuses ; plus de confiance est accordée aux équipes pédagogiques, avec tous leurs partenaires, pour concrétiser sur le terrain les principes du Conseil national de la refondation (CNR) souhaité par le président de la République et la première ministre. Mais nous avons encore beaucoup à faire.

Mon action répond à trois exigences.

La première exigence reste le niveau scolaire des élèves. Les résultats aux évaluations nationales et internationales ne sont pas satisfaisants. Disons-le clairement : le niveau d'ensemble baisse ! Nous devons progresser en fixant des objectifs ambitieux.

Les tests en orthographe, en lecture, en calcul, en langues vivantes indiquent qu'il faut encore insister sur les enseignements fondamentaux, en particulier en CM1, CM2 et 6^e. La rupture entre le CM2 et la 6^e est trop forte. Elle renforce les inégalités scolaires plutôt qu'elle ne les réduit. Il faut donc faciliter le passage de l'école primaire au collège, en proposant des choses simples : travailler régulièrement l'orthographe, la conjugaison et la grammaire, consolider encore ou approfondir le français et les mathématiques en 6^e.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés Le « niveau scolaire », mais de quoi parle-t-on ?

Les évolutions des classes de 5^e, 4^e, 3^e feront l'objet d'une concertation. Elles intégreront notamment les engagements présidentiels relatifs à la découverte des métiers à partir de la classe de 5^e, aux deux heures de sport supplémentaires qui concernent d'ores et déjà 640 collèges. Elles prépareront les élèves pour aborder le lycée en ayant les connaissances nécessaires pour leur réussite et leur orientation.

Objectifs assignés

La deuxième exigence est l'égalité des chances. Notre système doit continuer à faire émerger l'excellence sous toutes ses formes, tout en permettant à tous de l'atteindre. Pour cela, nous devons lutter contre tous les déterminismes sociaux et toutes les assignations. Une école qui, tout en la promettant, n'accorde pas l'égalité produit non seulement des injustices, mais aussi une défiance et un sentiment de colère dans les classes populaires.

Nous avons récemment publié les [indices de positionnement social des collèges](#) et nous le ferons prochainement pour les lycées. Ils démontrent l'existence de forts écarts sociaux dans la carte scolaire, alors que nous savons que la mixité est un facteur de réussite pour tous.

J'annoncerai dans quelques semaines un éventail d'actions visant à favoriser la mixité. Des objectifs seront assignés aux recteurs d'académie, qui, en lien avec les collectivités territoriales, pourront notamment agir sur les affectations scolaires. L'enseignement privé sous contrat devra apporter sa contribution à cet effort. Dans le même temps, j'engagerai le chantier de la refonte de la carte de l'éducation prioritaire.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [« Les enfants se sont très vite mélangés » : à Toulouse et à Paris, la mixité sociale à l'école fait ses preuves](#)

Le lycée professionnel doit faire l'objet d'une réforme en profondeur, conduite par la ministre

déléguée à l'enseignement et à la formation professionnelle. Trop d'élèves décrochent encore, souvent mal orientés. D'autres maîtrisent aussi insuffisamment les savoirs fondamentaux. Favoriser à la fois l'insertion dans l'emploi, insuffisante à ce stade après le diplôme, ainsi que la réussite dans l'enseignement supérieur est une ardente obligation pour l'avenir des élèves mais aussi pour préserver la force économique du pays.

Tous les élèves sont concernés par cet objectif d'égalité des chances. Pour cela, nous allons poursuivre l'objectif d'une école pleinement inclusive en engageant une nouvelle étape, pour permettre à chaque jeune en situation de handicap de trouver une place à l'école. Augmenter la présence des filles dans des filières scientifiques et techniques. Permettre à chacun de réussir dans l'enseignement supérieur, voilà encore des enjeux fondamentaux. Il faut aussi donner à chaque jeune la possibilité concrète de s'émanciper, de se dépasser, d'envisager l'avenir sans fatalisme. C'est oser transcender la représentation des possibles, souvent trop restreinte et marquée par l'autocensure.

Un nouveau pacte

La troisième exigence est d'améliorer le fonctionnement de l'école. L'organisation du système scolaire amène aujourd'hui la perte d'environ quinze millions d'heures

d'enseignement par l'incapacité du système à remplacer les professeurs absents, qu'ils soient malades ou mobilisés par la formation ou les corrections d'examens.

L'attractivité du métier de professeur est en berne. Les inscriptions au concours de recrutement sont deux fois moins importantes qu'il y a deux ans. Nous répondons à cela d'une double manière, avec l'appui d'un budget de l'éducation nationale en hausse de 6,5 % pour 2023. D'abord par la revalorisation salariale qui interviendra en 2023 : elle sera importante et contribuera à redonner aux enseignants la place qui doit être la leur dans le pays, tout en attirant davantage de candidats. Ensuite par un changement structurel grâce à un nouveau pacte avec les professeurs, qui, par l'évolution de leurs missions, pourront mieux accompagner chaque élève, assurer des remplacements de courte durée, se former hors du temps d'enseignement, etc.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Revalorisation des enseignants : les professeurs en milieu et fin de carrière craignent d'être les « grands oubliés »](#)

En outre, nous allons repenser les modalités de recrutement, pour mieux gérer le quotidien des professeurs, leurs carrières, leurs mutations, par une meilleure gestion des ressources humaines. Il faut aussi redonner les marges d'initiative qui manquent tant aux enseignants, cesser de les infantiliser dans un fonctionnement uniquement descendant. Les premiers projets issus du CNR sont encourageants pour atteindre cet objectif.

La crise sanitaire nous a suffisamment montré que l'école n'est pas un concept, que la transmission des savoirs n'est pas une abstraction dématérialisable : l'école est un espace physique, où le bien-être est une condition de la réussite. Là aussi, la promesse émancipatrice doit prendre en compte les inégalités entre les élèves si l'on veut leur permettre un accès égal à la connaissance. L'éducation à la sexualité et à l'égalité entre les hommes et les femmes, l'éducation artistique et culturelle, l'éducation au développement durable doivent être ravivées, soutenues et promues.

L'émancipation voulue par l'école républicaine ne se négocie ni sous la pression religieuse ou politique ni sous l'influence préoccupante des réseaux sociaux. Donner à tous les élèves accès au savoir et à la culture, c'est être vigilant vis-à-vis des dangers et des défis de notre époque. [Les atteintes à la laïcité sont sanctionnées](#) et la loi de 2004 fermement appliquée. La laïcité est d'abord une liberté, celle de l'émancipation par le

savoir et par le raisonnement. Les équipes éducatives sont soutenues et formées, les enseignants protégés, quelles que soient les menaces qu'ils peuvent subir.

« *Les maîtres d'école sont des jardiniers en intelligences humaines* », disait Victor Hugo. L'école doit être le lieu de leurs éclosions, j'y consacre toute mon énergie.

Pap Ndiaye (ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse)

[Contribuer](#)

[Services](#)

[Privilège abonnés](#)

Le Monde | Ateliers

Bénéficiez de 10 % de réduction sur le cours du soir

histoire de l'art avec **Françoise Barbe-Gall**

[Réserver →](#)

FORMATION PROFESSIONNELLE avec topformation.fr

**COMPAREZ
DES MILLIERS
DE FORMATIONS**
en France

Recherchez